

No. 36263

**France
and
Cuba**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cuba regarding mutual administrative assistance for the prevention, investigation and prosecution of customs fraud. Habana, 8 November 1996

Entry into force: *1 July 1998 by notification, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 23 November 1999*

**France
et
Cuba**

Convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. La Havane, 8 novembre 1996

Entrée en vigueur : *1er juillet 1998 par notification, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 23 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA POUR LA PRÉVEN-
TION, LA RECHERCHE ET LA POURSUITE DES FRAUDES
DOUANIÈRES

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République de Cuba,

Ci-après dénommés les Parties,

Considérant que les infractions à la législation douanière portent préjudice aux intérêts économiques, fiscaux, sociaux, culturels et commerciaux ;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer l'application correcte des mesures de contrôle, de restriction ou de prohibition, et l'exacte perception des droits de douane et taxes à l'exportation et à l'importation ;

Convaincus que la lutte contre les infractions à la législation douanière sera rendue plus efficace par une étroite coopération entre leurs administrations douanières ;

Vu la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961 et la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes du 21 février 1971 ;

Vu les recommandations du Conseil de Coopération Douanière sur l'assistance mutuelle du 5 décembre 1953 ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article Ier

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

1. "Législation douanière" : les dispositions légales et réglementaires que les administrations douanières des deux Parties sont chargées de faire appliquer à l'importation, l'exportation ou au transit de marchandises ainsi qu'à la circulation de fonds provenant d'infractions douanières à la législation sur les substances psychotropes et les produits stupéfiants, que lesdites dispositions concernent les droits de douane ou tous autres droits ou taxes ou encore les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle ;

2. "Infraction douanière" : toute violation des lois douanières ou toute tentative de violation de ces lois ;

3. "Personne" : toute personne physique ou morale ;

4. "Produits stupéfiants" : toute substance figurant aux tableaux I et II de la Convention Unique des Nations Unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961 ;

5. "Substances psychotropes" : toute substance figurant aux tableaux I, II, III et IV de la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes du 21 février 1971.

Article 2

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

"Administrations douanières" :

Pour la République française : la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

Pour la République de Cuba : la Douane Générale de la République.

Article 3

1. Les administrations douanières des deux Parties conviennent de se prêter mutuellement assistance dans les conditions fixées par la présente Convention, en vue de prévenir, rechercher et poursuivre les infractions à leurs législations douanières respectives.

2. L'assistance prévue au paragraphe précédent ne vise pas la perception des droits de douane, impôts, taxes, amendes et autres sommes pour le compte de l'autre Partie.

3. Sur demande de l'administration douanière de l'une des Parties, l'administration douanière de l'autre Partie notifie aux personnes intéressées résidant sur le territoire de la Partie requise tous avis, décisions, dispositions et autres documents émanant de la Partie requérante et concernant l'application de la législation douanière de cette dernière.

4. L'assistance fournie sur la base de la présente Convention s'effectue en conformité avec la législation douanière de la Partie requise et dans les limites de la compétence et des moyens disponibles de l'administration douanière de cette Partie.

Article 4

Les administrations douanières des deux Parties se communiquent :

1. Spontanément et sans délai tous renseignements dont elles disposent, concernant :

a) Les opérations irrégulières constatées ou projetées, présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux ;

b) Les nouveaux moyens ou méthodes de fraude ;

c) Les catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux à l'importation, à l'exportation ou en transit ;

d) Les individus dont on peut penser qu'ils commettent ou peuvent commettre des infractions aux lois douanières de l'autre Partie ;

e) Les navires, aéronefs ou autres moyens de transport suspectés d'être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières de l'autre Partie ;

f) Les nouvelles techniques de lutte contre les infractions à la législation douanière ayant fait la preuve de leur efficacité.

2. Sur demande écrite et aussi rapidement que possible tous renseignements :

a) Extraits de documents de douane concernant des échanges de marchandises entre les deux Etats, faisant ou pouvant faire l'objet d'un trafic frauduleux au regard de la législation douanière de la Partie requérante, éventuellement sous forme de copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents ;

b) Pouvant servir à déceler des infractions à la législation douanière de la Partie requérante.

Ces demandes écrites doivent comporter les indications suivantes :

Le nom de l'autorité requérante,

La nature de la procédure en cours,

L'objet et les motifs de la demande,

Les noms et adresses (identité dans le cas de personnes physiques), des parties impliquées,

Un exposé sommaire de l'affaire ainsi que les éléments juridiques y afférents.

Article 5

Sur demande de l'administration douanière de l'une des Parties, l'administration douanière de l'autre Partie exerce conformément à sa pratique administrative une surveillance spéciale sur :

1. L'entrée et la sortie de son territoire des personnes soupçonnées ou connues par la Partie requérante pour s'adonner habituellement à des activités contraires à la législation douanière ;

2. Les mouvements suspects de marchandises signalés par la Partie requérante comme faisant l'objet à partir ou à destination de son territoire d'un important trafic en infraction à sa législation douanière ;

3. Les lieux où sont entreposées en quantités inhabituelles des marchandises dont la Partie requérante a des raisons de penser qu'elles sont destinées à être importées illégalement sur son territoire ;

4. Les véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport, au sujet desquels la Partie requérante a des raisons de penser qu'ils peuvent être utilisés pour commettre des fraudes douanières sur son territoire.

Article 6

1. Les administrations douanières des deux Parties ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où celle-ci est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat ou implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

2. Lorsque l'administration douanière de la Partie qui formule une demande d'assistance n'est pas en mesure de satisfaire une demande de même nature qui serait présentée par l'autre Partie, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande. Dans un tel cas, l'administration requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

3. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 7

1. En vue de faciliter la recherche et la poursuite des infractions douanières sur le territoire de leurs Etats respectifs, chaque administration douanière procède, dans les limites de sa compétence et à la requête de l'autre administration, à des enquêtes, interroge les personnes suspectes et/ou les témoins et communique le résultat de ces interventions à l'administration douanière requérante.

2. L'administration douanière de la Partie requise peut, conformément aux procédures établies par sa législation nationale, autoriser des agents de l'administration douanière requérante à être présents lors des enquêtes.

Article 8

1. Les administrations douanières des deux Parties prennent des dispositions pour que les agents de leurs services chargés de prévenir, de rechercher ou de poursuivre les infractions douanières soient en relations personnelles et directes en vue d'échanger des renseignements.

2. La liste des agents spécialement désignés à cette fin est notifiée à l'administration de l'autre Partie.

Article 9

1. Les informations obtenues en application de la présente Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par celle-ci que si l'administration douanière qui les a fournies y a consenti expressément.

2. Les renseignements, communications et documents mis à la disposition de l'administration douanière d'une Partie par l'administration douanière de l'autre Partie en application des dispositions de la présente Convention bénéficient de la même protection que celle accordée par la loi nationale de la Partie requérante aux informations de même nature.

Article 10

1. Les administrations douanières des deux Parties peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages, qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. L'étendue de la force probante attribuée à ces renseignements et documents est déterminée par référence au droit national de la Partie requérante.

Article 11

1. Sur demande d'un tribunal ou d'une autorité de l'une des Parties saisi d'infractions à la législation douanière, l'administration douanière de l'autre Partie peut autoriser ses

agents à comparaître en qualité de témoins ou d'experts devant ledit tribunal ou ladite autorité.

2. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

3. Ces agents déposent, dans les limites fixées par l'autorisation de l'administration dont ils dépendent, sur les constatations faites par eux-mêmes dans l'exécution de leurs fonctions.

Article 12

Chacune des Parties renonce à toute réclamation tendant à obtenir le remboursement par l'autre Partie des frais résultant de l'application de la présente Convention, à l'exception des dépenses engagées au titre de l'article 11.

Les frais de déplacement, les indemnités versés aux experts et aux témoins sont à la charge de la Partie requérante.

Article 13

Le champ d'application de la présente Convention s'étend au territoire douanier des deux Parties tel que défini par leur législation respective.

Article 14

1. Les modalités d'application de la présente Convention sont fixées de concert par les administrations douanières des deux Parties.

2. Les représentants des administrations douanières des deux Parties se chargent d'examiner les questions liées à l'application de la présente Convention.

3. En cas de nécessité ils se réunissent, alternativement, sur le territoire de chaque Etat.

4. Les différends restés sans solution sont réglés par la voie diplomatique.

Article 15

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de cette Convention laquelle prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

2. La présente Convention a une durée illimitée, chacune des Parties pouvant la dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par voie diplomatique à l'autre Partie contractante. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la notification au Ministère des Affaires Etrangères.

Fait à La Havane, le 8 Novembre 1996, en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

JEAN-RAPHAEL DUFOUR

Pour le Gouvernement de la République de Cuba :

PEDRO R. PUPO PÉREZ

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO DE ASISTENCIA ADMINISTRATIVA MUTUA ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE CUBA PARA LA PREVENCION, INVESTIGACION Y ENFRENTAMIENTO A LOS FRAUDES ADUANEROS.

PREAMBULO

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Cuba

En lo adelante denominadas las Partes,

CONSIDERANDO que las infracciones de la Legislación aduanera ocasionan perjuicio a los intereses económicos, fiscales, sociales, culturales y comerciales.

CONSIDERANDO que es esencial asegurar la correcta aplicación de las medidas de control, restricción o prohibición y la exacta recaudación de los derechos de aduana e impuestos de exportación e importación.

CONVENCIDOS de que la lucha contra las infracciones de la Legislación aduanera será más eficaz mediante la estrecha cooperación entre sus administraciones aduaneras.

VISTAS la Convención Unica de Naciones Unidas sobre los Estupefacientes del 30 de marzo de 1961 y la Convención de Naciones Unidas sobre Sustancias Sicotrópicas del 21 de febrero de 1971.

VISTAS las recomendaciones del Consejo de Cooperación Aduanera sobre asistencia mutua del 5 de diciembre de 1953,

han acordado lo siguiente:

ARTICULO I

A los fines del presente Acuerdo, se entiende por:

- 1.- **"Legislación aduanera"**: las disposiciones legales y reglamentarias que las administraciones aduaneras de los dos Estados están encargadas de aplicar en la importación, exportación o tránsito de mercancías, así como en la circulación de fondos provenientes de infracciones aduaneras de la legislación relativa a las sustancias sicotrópicas y productos estupefacientes, siempre que tales disposiciones conciernan a los derechos de aduana u otros derechos o impuestos, o también a medidas de prohibición, restricción o control.
- 2.- **"Infracción Aduanera"**: toda violación de las leyes aduaneras o todo intento de violación de estas leyes.
- 3.- **"Persona"**: Toda persona natural o jurídica.
- 4.- **"Productos Estupefacientes"**: Toda sustancia que aparezca en las tablas I y II de la Convención Unica de Naciones Unidas sobre estupefacientes del 30 de marzo de 1961.

- 5.- "Sustancias sicotrópicas": Toda sustancia que aparezca en las tablas I, II, III y IV de la Convención de Naciones Unidas sobre Sustancias sicotrópicas del 21 de febrero de 1971.

ARTICULO II

- 1.- A los efectos del presente Acuerdo se considerarán "Administraciones Aduaneras":
- para la República Francesa : la Dirección General de Aduanas e Impuestos Indirectos,
 - para la República de Cuba: la Aduana General de la República.

ARTICULO III

- 1.- Las administraciones aduaneras de las dos Partes convienen en prestarse asistencia mutua en las condiciones fijadas por el presente Acuerdo, con vistas a prevenir, investigar y enfrentar las infracciones de la Legislación aduanera respectiva.
- 2.- La asistencia prevista en el párrafo anterior no se refiere a la recaudación de derechos de aduanas, impuestos, tarifas, multas y otras sumas por cuenta de la otra Parte.
- 3.- A solicitud de la Administración Aduanera de una de las Partes, la Administración Aduanera de la otra Parte notificará a las personas interesadas, que residan en su territorio, todas las notas, decisiones, disposiciones y otros documentos que emanen de la Parte requirente y que se refieran a la aplicación de la Legislación aduanera de esta última.
- 4.- La asistencia suministrada sobre la base del presente Acuerdo se efectuará de conformidad con la Legislación aduanera de la Parte requerida y dentro de los límites de la competencia y recursos disponibles de la Administración Aduanera de dicha Parte.

ARTICULO IV

Las administraciones aduaneras de las dos Partes se comunican:

- 1.- Espontáneamente y sin demora, todas las informaciones de que dispongan referentes a:
 - a) operaciones irregulares comprobadas o planeadas que presenten o parezcan presentar un carácter fraudulento;
 - b) nuevos medios o métodos de fraude;
 - c) categorías de mercancías que hayan sido objeto de tráfico fraudulento en la importación, exportación o tránsito;
 - d) individuos de los que se pueda presumir que cometan o pudieran cometer infracciones de las leyes aduaneras de la otra Parte;

- e) buques, aeronaves u otros medios de transporte sospechosos de ser utilizados en la comisión de infracción de las leyes aduaneras de la otra Parte;
- f) nuevas técnicas de lucha contra las infracciones de la Legislación aduanera, cuya eficacia haya sido comprobada.

2.- Mediante solicitud por escrito y lo mas rápidamente posible, todas las informaciones:

- a) extraídas de documentos aduaneros referentes a los intercambios de mercancías entre las dos Partes que sean o puedan ser objeto de tráfico fraudulento respecto a la Legislación aduanera de la Parte requirente, eventualmente en forma de copias debidamente certificadas o autenticadas de dichos documentos;
- b) que puedan servir para detectar infracciones de la Legislación aduanera de la Parte requirente.

Estas solicitudes por escrito deberán contener las indicaciones siguientes:

- nombre de la autoridad requirente
- tipo de procedimiento en curso
- objetivo y motivos de la solicitud
- nombres y direcciones (identidad en el caso de personas naturales) de las partes implicadas
- exposición sumaria del asunto, así como los elementos jurídicos relacionados con el mismo.

ARTICULO V

A solicitud de la Administración Aduanera de una de las Partes, la Administración Aduanera de la otra Parte ejerce, conforme a su práctica administrativa, una vigilancia especial sobre:

- 1.- la entrada y salida de su territorio, de personas sospechosas o conocidas en la Parte requirente por dedicarse habitualmente a actividades contrarias a la Legislación aduanera;
- 2.- los movimientos sospechosos de mercancías señaladas por la Parte requirente que hayan sido objeto desde o a partir de su territorio de un importante tráfico en infracción de su Legislación Aduanera;
- 3.- los lugares donde se almacenen cantidades no habituales de mercancías, de las cuales la Parte requirente tenga motivos para pensar que estén destinadas a ser importadas ilegalmente en su territorio;
- 4.- los vehículos, embarcaciones, aeronaves u otros medios de transporte, respecto a los cuales la Parte requirente tenga razones para pensar que puedan ser utilizados para cometer fraudes aduaneros en su territorio.

ARTICULO VI

- 1.- Las administraciones aduaneras de las dos Partes no están obligadas a conceder la asistencia prevista en el presente Acuerdo en el caso en que ésta pueda atentar contra la soberanía, el orden público u otros intereses esenciales de su Estado, o implique la violación de un secreto industrial, comercial o profesional.
- 2.- Cuando la Administración Aduanera de una Parte que formule una solicitud de asistencia no pudiera satisfacer una solicitud de la misma naturaleza que le fuera presentada por la otra Parte, indicará la causa al exponer su solicitud. En tal caso, la administración requerida estará en libertad de determinar el curso a dar a dicha solicitud.
- 3.- Toda negativa de asistencia debe estar fundamentada.

ARTICULO VII

- 1.- Con vistas a facilitar la investigación y seguimiento de las infracciones aduaneras en el territorio de sus Estados respectivos, cada administración aduanera procede, dentro de los límites de su competencia y a la solicitud de la otra administración, a investigar, interroga a las personas sospechosas y/o los testigos y comunica los resultados de estas actividades a la administración aduanera requirente.
- 2.- La Administración Aduanera de la Parte requerida puede, conforme a los procedimientos establecidos en su legislación nacional, autorizar que los funcionarios de la Administración Aduanera requirente estén presentes en las investigaciones.

ARTICULO VIII

- 1.- Las administraciones aduaneras de las dos Partes dictan las disposiciones pertinentes para que los funcionarios de sus servicios encargados de prevenir, investigar y enfrentar las infracciones aduaneras, mantengan relaciones personales directas con vistas a intercambiar informaciones.
- 2.- La lista de los funcionarios designados especialmente para este fin es notificada a la Administración Aduanera de la otra Parte.

ARTICULO IX

- 1.- Las informaciones que se obtengan en aplicación del presente Acuerdo no pueden ser utilizadas para otros fines, que las previstas aquí, salvo autorización expresa de la Administración Aduanera que las proporcione.
- 2.- Las informaciones, comunicaciones y documentos puestos a la disposición de la administración aduanera de una Parte por la administración aduanera de la otra Parte en aplicación del presente Acuerdo, se benefician de la misma protección que sea otorgada

por la legislación nacional de la Parte requirente a las informaciones de la misma naturaleza.

ARTICULO X

- 1.- Las Administraciones Aduaneras de las dos Partes pueden tener en cuenta, a título de prueba, tanto en los procesos verbales, informes y testimonios, como durante los procedimientos y procesos judiciales ante los tribunales, las informaciones y documentos obtenidos en las condiciones previstas por el presente Acuerdo.
- 2.- La extensión de la fuerza probatoria atribuida a estas informaciones y documentos es determinada por la referencia en el derecho nacional de la Parte requirente.

ARTICULO XI

- 1.- A solicitud de un tribunal o de una autoridad de una de las Partes a quien se puso en conocimiento de infracciones de la Legislación aduanera, la Administración Aduanera de la otra Parte puede autorizar a sus funcionarios a comparecer en calidad de testigos o de expertos ante dicho tribunal o dicha autoridad.
- 2.- La solicitud de comparecencia debe precisar especialmente el motivo y calidad en la cual el funcionario será interrogado.
- 3.- Estos funcionarios deponen, dentro de los límites fijados por la autorización de su Administración de la cual dependen, de las comprobaciones hechas por ellos en el marco de sus funciones.

ARTICULO XII

Cada una de las Partes renuncia a cualquier reclamación de reembolso de los gastos incurridos por la otra Parte como resultado de la aplicación del presente Acuerdo, con excepción de los gastos que surjan en virtud del Artículo XI.

Los gastos de desplazamiento, las indemnizaciones pagadas a los expertos y testigos, corren por cuenta de la Parte requirente.

ARTICULO XIII

El campo de aplicación del presente Acuerdo se extiende al territorio aduanero de las Partes según está definido en su legislación respectiva.

ARTICULO XIV

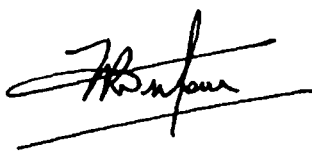
- 1.- Las modalidades de aplicación del presente Acuerdo se convienen de conjunto por las Administraciones Aduaneras de las dos Partes.

- 2.- Los representantes de las Administraciones Aduaneras de las dos Partes, se encargan de examinar las cuestiones relacionadas con la aplicación del presente Acuerdo.
- 3.- En caso de necesidad, se reúnen alternadamente en el territorio de cada Parte.
- 4.- Los diferendos que se mantengan sin solución, se resuelven por vía diplomática.

ARTICULO XV

- 1.- Cada una de las Partes contratantes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor de este Acuerdo, el cual surtirá efecto el primer día del segundo mes posterior a la fecha de la última notificación.
- 2.- El presente Acuerdo tiene una duración ilimitada, pudiendo cada una de las Partes denunciarlo en cualquier momento por escrito y enviado por vía diplomática a la otra Parte contratante. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la fecha de notificación al Ministerio de Relaciones Exteriores.

Dado en la Ciudad de la Habana a los ocho días del mes de noviembre de 1996, en dos ejemplares, cada uno en los idiomas francés y español, teniendo ambos textos igual validez.



Sr. Jean Raphael Dufour
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario
Por el Gobierno de la República
Francesa



General de Brigada
Pedro R. Pupo Pérez
Jefe de la Aduana General de la República
Por el Gobierno de la República de
Cuba

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CUBA REGARDING MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE FOR THE PREVENTION, INVESTIGATION AND PROSECUTION OF CUSTOMS FRAUD

The Government of the French Republic and
The Government of the Republic of Cuba,
Hereinafter referred to as "the Parties",

Considering that violations of customs legislation are prejudicial to their economic, fiscal, social, cultural and commercial interests;

Considering that it is vital to ensure the strict enforcement of control, restriction and prohibition measures and the rigorous collection of customs duties and export and import taxes;

Convinced that efforts to control violations of customs legislation can be made more effective by close cooperation between their customs administrations;

Having regard to the United Nations Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961 and the United Nations Convention on Psychotropic Substances of 21 February 1971;

Having regard to the recommendations of the Customs Cooperation Council regarding Mutual Administrative Assistance of 5 December 1953;

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

1. "Customs legislation" shall mean the laws and regulations which the customs administrations of the two Parties are responsible for applying to the import, export or transit of merchandise and to the circulation of capital derived from customs offences with respect to the legislation on psychotropic substances and narcotic drugs, whether the said laws and regulations pertain to customs duties or to any other duty or tax or other prohibition, restriction or control measure;

2. "Customs offence" shall mean any violation of customs legislation or any attempt to violate that legislation;

3. "Person" shall mean any natural or legal person;

4. "Narcotic drugs" shall mean any substance listed in tables I and II of the United Nations Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961;

5. "Psychotropic substances" shall mean any substance listed in tables I, II, III and IV of the United Nations Convention on Psychotropic Substances of 21 February 1971.

Article 2

For the purposes of this Convention:

"Customs administration" shall mean:

For the French Republic: The Directorate General of Customs and Indirect Duties (Direction Générale des Douanes et Droits Indirects);

For the Republic of Cuba: The General Customs Service of the Republic.

Article 3

1. The customs administrations of the two Parties agree to assist each other as provided in this Convention, with a view to the prevention, investigation and prosecution of violations of their respective customs legislation.

2. The assistance envisaged in the preceding paragraph shall not affect the collection of customs duties, taxes, dues, fines and other sums to be paid to the other Party.

3. At the request of the customs administration of either Party, the customs administration of the other Party shall notify the persons concerned that reside in the territory of the requested Party of any notice, decision, provision or other text originating in the requesting Party and pertaining to the application of that Party's customs legislation.

4. Assistance provided on the basis of this Convention shall comply with the customs legislation of the requested Party and remain within the jurisdictional limits of the customs administration of that Party.

Article 4

The customs administrations of the two Parties shall communicate to each other:

1. Spontaneously and without delay, any information they may have regarding:

(a) Actual or planned irregular operations which are or seem to be of a fraudulent nature;

(b) New means or methods of committing fraud;

(c) Categories of merchandise known to be the object of fraudulent import, export or transit traffic;

(d) Persons suspected of committing or being capable of committing violations of customs legislation of the other Party;

(e) Vessels, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit violations of the customs legislation of the other Party;

(f) New techniques for combating violations of customs legislation which have proved effective.

2. Upon written request, and as expeditiously as possible, any information:

(a) Obtained from customs documents relating to trade in merchandise between the two States that is or might be the object of traffic considered fraudulent under the customs

legislation of the requesting Party, if necessary in the form of duly certified or authenticated copies of the said documents;

(b) Which may be helpful in detecting violations of the customs legislation of the requesting Party.

The written requests shall include the following particulars:

The name of the authority making the request,

The nature of the ongoing proceeding,

The object of and reasons for the request,

The names and addresses (identities in the case of natural persons) of the parties concerned,

A brief description of the matter and the legal elements involved.

Article 5

At the request of the customs administration of one Party, the customs administration of the other Party shall, in accordance with its administrative practice, maintain special surveillance over:

1. The entry into and departure from its territory of persons that the requesting Party suspects or knows to be habitually involved in activities that violate customs legislation;

2. Suspicious movements of merchandise identified by the requesting Party as the object of large-scale traffic being sent from or to its territory in violation of its customs legislation;

3. Places of storage of merchandise in unusual quantities which the requesting Party has reason to believe is intended for illegal import into its territory;

4. Vehicles, boats, aircraft or other means of transport which the requesting Party has reason to believe may be used to commit violations of customs legislation in its territory.

Article 6

1. The customs administrations of the two Parties are not required to furnish the assistance provided for in this Convention when such assistance may be prejudicial to the sovereignty, ordre public or other vital interests of their State or would involve the breach of an industrial, commercial or professional secret.

2. If the customs administration of the Party making a request for assistance would be unable to comply with a similar request from the other Party, it shall so indicate when formulating its request. In such case, the requested administration may use full discretion in determining how to execute the request.

3. The grounds for any refusal of assistance shall be provided.

Article 7

1. With a view to facilitating the investigation and prosecution of customs offences in the territory of their respective States, each customs administration shall, within its jurisdictional limits and at the request of the other administration, conduct enquiries, interrogate suspects and/or witnesses and communicate the findings thereof to the requesting customs administration.

2. The customs administration of the requested Party may, in accordance with the procedures established by its domestic laws, authorize agents of the requesting customs administration to be present during the enquiries.

Article 8

1. The customs administrations of the two Parties shall arrange for the agents of their services responsible for the prevention, investigation or prosecution of customs offences to maintain direct personal contact with a view to exchanging information.

2. A list of agents specially designated for that purpose shall be provided to the customs administration of the other Party.

Article 9

1. Information obtained in accordance with this Convention may not be used for purposes other than those envisaged by this Convention unless the customs administration furnishing the information has given its express consent thereto.

2. Information, communications and documents made available to the customs administration of one Party by the customs administration of the other Party in accordance with this Convention shall enjoy the same protection as that afforded by the domestic laws of the requesting Party to similar information.

Article 10

1. The customs administrations of the two Parties may use as evidence, both in their minutes, reports and testimonies and during proceedings and prosecutions before the courts, information and documents obtained under the conditions provided for by this Convention.

2. The extent of the probative value attributed to such information and documents shall be determined by reference to the domestic laws of the requesting Party.

Article 11

1. At the request of the court or authority of one Party before which customs offences are brought, the customs administration of the other Party may authorize its agents to appear as witnesses or experts before the said court or authority.

2. The request for appearance shall specify the case concerned and the capacity in which the agent will be questioned.

3. The agents shall give evidence, within the limits set by the authorization of the administration to which they belong, regarding the findings made by them in the exercise of their duties.

Article 12

Each of the Parties shall waive any request for reimbursement by the other Party of costs resulting from the implementation of this Convention, except with regard to expenses incurred under article 11.

Travel expenses and compensation paid to experts and witnesses shall be borne by the requesting Party.

Article 13

This Convention shall be applicable to the customs territory of the two Parties as stipulated by their respective laws.

Article 14

1. The procedures for the implementation of this Convention shall be determined jointly by the customs administrations of the two Parties.

2. Representatives of the customs administrations of the two Parties shall be responsible for examining issues relating to the implementation of this Convention.

3. They shall meet as necessary, alternately in the territory of each Party.

4. Differences which have not been resolved shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15

1. Each of the Contracting Parties shall notify the other of the fulfilment of the internal procedures required with regard to the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of the last notification.

2. This Convention is concluded for an indefinite period, either of the Parties being able to terminate it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Contracting Party. Termination shall take effect six months after the date of such notification to the Ministry of Foreign Affairs.

Done at Havana on 8 November 1996 in duplicate, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-RAPHAEL DUFOUR

For the Government of the Republic of Cuba:

PEDRO R. PUPO PÉREZ

